



Leçons du 11-Septembre? *Business as usual*

PIERRE-ALAIN CLÉMENT

Candidat au doctorat en science politique et chercheur en résidence à l'Observatoire sur le Moyen-Orient de la Chaire Raoul-Dandurand

clement.pierre-alain@uqam.ca

Dix ans après, l'heure semble être aux commémorations. Après tout, les EU n'ont eu à essayer aucune autre attaque de grande envergure sur leur sol, on voit clairement la fin du tunnel avec la guerre d'Iraq et la guerre en Afghanistan touche elle aussi à sa fin pour peu que la coalition trouve une porte de sortie honorable. Mieux même, Obama a incarné le retour à une diplomatie de dialogue avec le Moyen-Orient, et bénéficiant d'un soutien indubitable parmi les populations des pays arabes. Le cauchemar des vindicatives années Bush a donc fait place à des lendemains qui chantent? Et bien, tout dépend du point de vue.

Normalisation de la politique contre-terroriste : les États-Unis sont *back in business*

Du côté « contre-terroriste », la menace contre les États ciblés par Al-Qaïda (les États-Unis, plusieurs puissances européennes) semble sérieusement diminuée. L'offensive en Afghanistan à l'automne 2001 a été utile sur le plan stratégique à plusieurs niveaux. Tout d'abord, elle a permis de rompre la cohésion externe du réseau en le privant de son État hôte et sa cohésion interne en éliminant un certain nombre de cadres. Les résultats obtenus avant la fin de l'année 2001 étaient déjà importants (on se rappelle des combats de Tora Bora pendant lesquels Oussama Ben Laden s'est extirpé des griffes de l'armée américaine qui s'étaient pratiquement refermées sur lui). Le casus belli contre l'État afghan concernait son soutien à Al-Qaïda. Cet objectif étant rempli en quelques semaines, avait-on besoin de s'éterniser sur place? Ne pouvait-on pas se retirer et surveiller à bonne distance la réorganisation des forces vives d'Afghanistan? Sans doute grisés par cette victoire aisée, les États-Unis se sont laissé prendre au piège de l'arrogance de la victoire : il ne fallait plus simplement renverser les talibans et chasser Al-Qaïda, mais bien reconstruire le pays. Et puis n'était-ce pas l'occasion de donner un coup de main aux opposants

des talibans rassemblés dans le Front uni (improprement appelé Alliance du Nord), dont le chef, Ahmed Massoud, avait à plusieurs reprises demandé de l'aide aux Européens et aux Américains contre les talibans? Cela a certes permis de fixer le noyau central du réseau dans les montagnes de la frontière afghano-pakistanaise, ce qui n'est pas une mince affaire en face d'un ennemi insaisissable, mais au prix d'une guerre longue, exténuante, générant peu d'espoirs, mais beaucoup de vocations jihadistes. Et c'est sans compter l'essaimage d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique et au Maghreb. La balance coûts-bénéfices en matière de puissance américaine de cette occupation semble ainsi pencher du côté négatif.

La guerre d'Iraq, guerre de choix (et pas des plus avisés), a produit des effets délétères, mais bien plus puissants en raison de sa localisation (le Moyen-Orient arabe), de son plus grand nombre de tués et de sa proximité avec d'autres lignes de tension régionales : la rivalité Iran-Arabie saoudite et surtout la « plus longue guerre » israélo-palestinienne. Mais le président Obama s'est efforcé de clore ce chapitre rapidement, ce qui est pratiquement fait, tandis que du côté afghan, on entrevoit la fin également. Il est probable que, comme au Vietnam, les États-Unis demanderont aux acteurs afghans une période de calme après le retrait, comme gage de « succès » de l'opération, avant de laisser les dynamiques internes jouer à nouveau librement. Ce qui aurait pu être fait dix ans plus tôt. Après être passées par une phase de forte tension sous George W. Bush, les relations avec les pays arabes et musulmans ont été normalisées par le négociateur Obama. Il a remis les compteurs à zéro, c'est-à-dire à l'époque pré-11-Septembre. Le contre-terrorisme est à nouveau affaire de renseignements, de police et de justice, l'artillerie lourde est remise au râtelier. Les États-Unis sont donc *back in business*.

Normalisation de la politique pour le Moyen-Orient : *business as usual*

Mais l'on parle bien ici d'une normalisation, pas d'une rupture. Obama n'a pas ouvert un nouveau chapitre de la politique étrangère des États-Unis, il en clôt une parenthèse. Car bien peu a changé dans la politique des États-Unis au Moyen-Orient, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit lorsqu'il est question des préoccupations américaines en matière de terrorisme.

En la matière, la présidence d'Obama retourne à la politique adoptée par les prédécesseurs de Bush, caractérisée depuis des décennies par trois invariants : des approvisionnements abondants et peu coûteux en pétrole, la sécurité d'Israël et la stabilité de la région. Dans ces circonstances, on comprend la tiédeur du gouvernement américain, et plus généralement des puissances occidentales, devant le Printemps des peuples arabe. Le problème est que ces exigences sont au cœur des motivations des jihadistes depuis l'émergence vers la fin des années 1970 de l'islamisme, c'est-à-dire la mobilisation politique par l'islam (une lecture superficielle, mais répandue en fait la mobilisation politique pour l'islam). Les motivations des jihadistes tournent en effet autour de la contestation de l'ordre établi à trois niveaux, pour reprendre l'analyse de François Burgat : au niveau global, la domination politique, culturelle et économique des États-Unis; au niveau régional, le soutien quasi inconditionnel à Israël¹ ; au niveau national, le soutien à des régimes autoritaires, qu'ils soient « laïcs » comme en Algérie ou fondamentalistes comme en Arabie saoudite. Trois motivations que l'arrivée d'Obama est loin d'avoir fait disparaître.

Le premier élément, le pétrole abondant et bon marché, participe d'un réalisme de bon aloi. On peut simplement regretter que les Américains ne soient pas informés du coût réel de leur essence, supérieur au prix affiché à la pompe, tant les coûts militaires liés à la sécurisation de ces approvisionnements dépassent la dizaine de milliers de milliards de dollars.² S'assurer que le pétrole partant d'Arabie saoudite arrive à bon port aux États-Unis requiert-il vraiment cette dépense somptuaire? Certes, comme le rappelait récemment Julien Turreille, les dépenses de défense sont égales à celles de la *social security* ou à celles du Medicaid et du Medicare, soit environ 700 milliards de dollars.³ Chacun de ces trois postes consomme environ 20 % des dépenses fédérales, soit 40 % pour la santé et 20 % pour l'armée, soit un ratio armée/santé de ½. Sans compter les dépenses pour le ministère de la Sécurité intérieure (Homeland Security), pour les anciens combattants, l'arsenal nucléaire et le renseignement (environ 250 milliards pour

¹ Dans une récente chronique, Robert Fisk en fait, de manière exagérée, la raison essentielle du 11-Septembre et le motif principal d'Al-Qaïda (« For 10 years, we've lied to ourselves to avoid asking the one real question », 3 septembre 2011, <http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/fisk/robert-fisk-for-10-years-weve-lied-to-ourselves-to-avoid-asking-the-one-real-question-2348438.html>). Si cet élément est indubitablement important, les revendications formulées par Oussama Ben Laden dépassent largement le cadre israélo-palestinien.

² Pour plus de détails sur ces chiffres, voir Pierre-Alain Clément, « Mort de Ben Laden : rien n'est encore résolu », 5 mai 2011 (<http://www.ledevoir.com/international/etats-unis/322619/mort-de-ben-laden-rien-n-est-encore-resolu>).

³ Julien Turreille, « Crise de la dette américaine - Les États-Unis réduiront-ils les dépenses militaires ? », 18 août 2011 (<http://www.ledevoir.com/international/etats-unis/329520/crise-de-la-dette-americaine-les-etats-unis-reduiront-ils-les-depenses-militaires>).

2011).⁴ À titre de comparaison, la France, troisième budget de défense mondial, dépense 10 % du budget de l'État pour l'armée contre plus de 100 % pour la santé (le budget de la Sécurité sociale ne fait pas partie du budget de l'État et s'élève à des montants équivalents voire supérieurs, sans compter les frais de santé couverts par le budget de l'État), soit un ratio armée/santé de moins de 1/10. Le Royaume-Uni, quatrième budget militaire mondial, dispose d'un ratio similaire à celui de la France.

Mais, dira-t-on, les dépenses militaires des États-Unis apportent d'autres avantages : l'emploi et l'innovation. Il est vrai que l'armée fait vivre nombre de communautés aux États-Unis et que de multiples innovations n'auraient vu le jour sans les énormes montants d'argent public injectés dans la défense. Tant et si bien que la création d'emploi privé aux États-Unis entre 1999 et 2009 a été la plus faible depuis la Grande Dépression, le secteur public, notamment l'éducation et la santé, créant plus de deux emplois sur trois durant la décennie. La production industrielle militaire, publique et privée, est naturellement cruciale dans l'économie américaine, puisqu'elle représente la seule production ayant crû depuis dix ans : +123 % depuis 2000 contre -20 % pour la production industrielle civile.⁵ Mais ce keynésianisme militaire est économiquement dangereux selon les modèles macroéconomiques actuels : un dollar investi dans la défense donnera moins d'emploi et d'innovation qu'un dollar investi directement dans l'emploi et l'innovation. Certaines modélisations suggèrent qu'à l'horizon de vingt ans, la perte d'emploi due à l'augmentation des dépenses militaires s'élève à des centaines de milliers.⁶ Comme le rappelait il y a peu de temps Nouriel Roubini, reprenant ce dilemme typique de la macroéconomie : « If you want guns and butter, you should have high taxes during wars. »⁷ À moins de vouloir suivre les traces de l'URSS...

Les deux autres éléments, la sécurité d'Israël et la stabilité du Moyen-Orient sont des choix politiques qui représentent un fardeau croissant pour les États-Unis, mais qui ne sont pas remis en

⁴ Robert Reich, « America's Biggest Jobs Program — the U.S. Military », 11 août 2010 (<http://robertreich.org/post/938938180>).

⁵ Voir le graphique de l'article de Floyd Norris, « Why a Recovery May Still Feel Like a Recession », 31 juillet 2009 (<http://www.nytimes.com/2009/08/01/business/economy/01charts.html>).

⁶ Dean Baker, « Massive defense spending leads to job loss », 10 novembre 2009 (<http://www.cepr.net/index.php/op-eds-&-columns/op-eds-&-columns/defense-spending-job-loss/>).

⁷ Voir l'entrevue accordée au *Wall Street Journal* : « Roubini Warns of Global Recession Risk », 11 août 2011 (<http://online.wsj.com/video/roubini-warns-of-global-recession-risk/C036B113-6D5F-4524-A5AF-DF2F3E2F8735.html>, à 10'18'').

question. La question du soutien infaillible à Israël a été longuement traitée par les professeurs Stephen Walt et John Mearsheimer dans leur ouvrage *The Israël Lobby and U.S. Foreign Policy* (2007). En bons réalistes, ils s'interrogent sur la pertinence pour les États-Unis de maintenir une ligne aussi pro-israélienne, compte tenu de l'ampleur de l'anti-américanisme que cette position génère dans le monde arabe et au-delà. Les précurseurs du réalisme politique de la Renaissance (Machiavel, Mazarin) insistent bien sur le fait que l'on poursuit mieux ses intérêts en évitant de se faire des ennemis qu'en confrontant tous ceux qui se dressent sur votre chemin. La violence des critiques auxquelles ont fait face les deux professeurs démontre que le débat public aux États-Unis n'est pas assez mûr pour aborder ce sujet. Les multiples reculs d'Obama face au gouvernement de Benyamin Netanyahou confirment la force du lobby sioniste (qui n'hésite pas à recourir au chantage à l'antisémitisme pour faire taire les critiques) à Washington, alors que les Américains juifs se montrent souvent critiques des politiques intransigeantes d'Israël et qu'une forte majorité d'entre eux votent pour le candidat démocrate à l'élection présidentielle, et ce, depuis 1924.⁸

Sur la question de la stabilité de la région, là encore, la solution évidente, le soutien aux régimes forts en place, se révèle contre-productive à long terme. En la matière, ce sont les populations qui ont changé la donne, en Tunisie, en Égypte et dans plusieurs pays de la péninsule arabique, plongeant dans l'embarras des démocraties qui avaient soutenu contre leurs principes des dictateurs et qui hésitaient à prendre le parti des révolutionnaires. C'est certainement en Libye que la normalisation de la politique américaine au Moyen-Orient s'est le mieux exprimée. Sous couvert de la responsabilité de protéger, la France et le Royaume-Uni suivis des États-Unis ont décidé de procéder à un changement de régime dans la plus pure tradition postcoloniale. Avec l'accord de la Ligue arabe, en échange du silence envers la « normalisation » à laquelle l'Arabie saoudite a procédé contre les manifestants bahreïnais.⁹ Il faut bien reconnaître que le turbulent Kadhafi devenait intenable : il proposait aux pays africains de vendre leur pétrole non plus en dollars, mais en une devise unifiée, le dinar d'or et ceux-ci s'étaient montrés intéressés. Le Comité national de transition oubliera certainement cette mauvaise idée rapidement. Comité, qui

⁸ Voir le tableau de la Jewish Virtual Library (<http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/US-Israel/jewvote.html>). Il faut cependant noter qu'une écrasante majorité des Américains juifs est contre le retour d'Israël aux frontières de 1967, comme Obama l'a suggéré cet été, ce qui a rendu cet électorat moins favorable à sa réélection.

⁹ Pepe Escobar, « Exposed: The US-Saudi Libya deal », 2 avril 2011 (http://atimes.com/atimes/Middle_East/MD02Ak01.html).

ironiquement, abrite plusieurs anciens cadres d'Al-Qaïda. La solution qui se dessine est soit de tenir écartés du pouvoir ces éléments appartenant à l'archienemi avec la perspective d'une guerre civile prolongée, soit de les intégrer au pouvoir d'une manière ou d'une autre. Après avoir tant dépensé en ressources, en hommes et en capital dans deux guerres à moitié perdues, ouvrir la voie du pouvoir étatique à l'ennemi doit certainement mettre en joie les cercles dirigeants de Washington. Comme le dit Pepe Escobar, « il est difficile de ne pas imaginer un certain crâne décomposé au fond de la mer d'Arabie ricaner effrontément » en observant la tournure des événements.¹⁰ Dix ans après le 11-Septembre, un chapitre se termine, mais peu d'indices laissent penser que la page est tournée.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

¹⁰ Pepe Escobar, « How al-Qaeda got to rule in Tripoli », 30 août 2011 (http://atimes.com/atimes/Middle_East/MH30Ak01.html).